

La fin de l'axe franco-allemand

13/02/2012 Par [Stefan Collignon](#)¹

Angela Merkel a fait son choix : « Je soutiens Nicolas Sarkozy sur tous les plans », a-t-elle déclaré à Paris. Rien de surprenant à cela. Il est « tout à fait normal » de soutenir d'autres conservateurs, a-t-elle expliqué. Cependant, cette alliance est émaillée de termes historiques : « Une grande responsabilité nous incombe, la construction de l'Europe. Nous sommes entourés de concurrents. Nous devons leur montrer notre compétence, leur montrer que la France et l'Allemagne, unies au cœur de l'Europe, peuvent mener l'Europe tout entière vers le succès », a dit M^{me} Merkel, lors d'une interview commune avec M. Sarkozy sur les deux chaînes de télévision publiques. Et son homologue français d'ajouter nerveusement, à propos de leur coalition : « Pour éviter une catastrophe, la collaboration totale de la France et de l'Allemagne a été nécessaire. »

On peut penser en ces temps difficiles qu'un nouvel axe franco-allemand est une bonne chose. Hélas, loin s'en faut. Cette « collaboration totale » entre M^{me} Merkel et M. Sarkozy entraîne aujourd'hui l'Europe vers la catastrophe.

M^{me} Merkel, cela ne fait aucun doute, est aux commandes – avec des conséquences graves. Lors de la crise de l'euro, Angela Merkel a commis toutes les erreurs possibles. Dans un premier temps, elle a semé le doute sur l'engagement de l'Allemagne en faveur de l'unification européenne, laissant entendre que la Grèce pourrait sortir de l'euro. Les marchés financiers sont devenus nerveux, et la facture de l'effort de sauvetage à venir a augmenté. L'opinion publique allemande n'a guère apprécié. Angela Merkel a ensuite gardé son portemonnaie jalousement fermé et joué la carte du chauvinisme avant les élections régionales. Au lieu d'apaiser les marchés, elle a imposé des plans d'austérité en Europe, d'où une plus grande difficulté à équilibrer les budgets. Enfin, l'insistance de Merkel à faire payer les banques – ce qu'elle a appelé d'une manière rassurante l'« implication du secteur privé » –, a failli sonner l'arrêt des transactions sur l'euromarché et sur les marchés monétaires. Seul le très courageux programme de liquidité de la BCE a évité l'effondrement total de l'économie monétaire européenne. Cette débauche de restrictions budgétaires que la chancelière n'a pas appliquée à son propre pays, peut refléter un anti-Keynésianisme ordolibéral : l'idéologie propre à l'« économie sociale de marché » conservatrice allemande. Toutefois, la compétitivité allemande s'est vu renforcer aux dépens des autres, et l'accroissement des pertes de production dans le sud a élargi les brèches des finances publiques, tout en créant des millions de chômeurs. De telles politiques ont déjà dévasté l'Europe dans le passé : Adolf Hitler n'est arrivé au pouvoir qu'après que le chancelier Brüning eût amené l'Allemagne à un stade de délabrement économique. Franklin Roosevelt a dit un jour : « La grande solidité de nos institutions démocratiques dépend de la détermination de notre gouvernement à donner du travail aux hommes qui en sont dépourvus. » Cette fois, la chancelière Merkel a poussé le sud dans une récession à double creux et dans un chômage croissant. La conséquence pourrait être la dissolution de l'Union européenne. Et Sarkozy là-dedans ? Bien que le gouvernement français soit parvenu à plusieurs reprises à empêcher l'Allemagne de Merkel de persister et signer, le président français a

1 Professeur à l'Ecole des hautes études de Pisé et ancien fonctionnaire du Trésor allemande.

lutté en pure perte. Car, si la France avait accumulé des avantages compétitifs, avec Mitterrand et Jospin, par le biais d'une désinflation compétitive, ces avantages ont été perdus dès que les conservateurs sont revenus au pouvoir en 2002 (avec la réélection de Chirac). La situation s'est dramatiquement détériorée pendant le mandat de Sarkozy. Le coût unitaire de la main-d'œuvre en France a augmenté de 6 % par rapport à la moyenne de la zone euro, alors que celui de l'Allemagne a baissé de 7 % par rapport à ladite moyenne. Le président Sarkozy a tenté de compenser cette perte de compétitivité par des déficits publics : chaque année, la France a emprunté presque autant que l'Allemagne et l'Italie réunies. Il n'est donc pas étonnant que les agences de notation aient dégradé la dette française ! La conséquence politique a été la reddition totale de Sarkozy à Merkel. Il promeut désormais le « modèle économique allemand » pour la France, sans comprendre qu'économiquement parlant la France et l'Allemagne sont des provinces de l'Euroland.

L'adversaire de Nicolas Sarkozy, François Hollande, est devenu l'unique rival de M^{me} Merkel. « Les socialistes vivent en Europe », a-t-il déclaré, et il s'est juré de renégocier le pacte fiscal à travers lequel Angela Merkel compte germaniser l'Europe. Cette circonstance explique pourquoi la chancelière allemande s'est rangée du côté de M. Sarkozy, le candidat conservateur, même si son ministre des Affaires étrangères s'est empressé de signaler que ce soutien du parti n'était pas dans l'intérêt de l'État allemand. Il sera plus difficile pour M^{me} Merkel de dominer un gouvernement socialiste en France qu'un Sarkozy affaibli.

Cependant, un conflit ouvert entre la France et l'Allemagne est la dernière chose dont l'Europe a besoin. Si cela devait se produire, les marchés financiers céderaient à la panique. Le véritable problème de la fusion Merkozy réside dans cette façon antidémocratique de gouverner l'Europe. Tous les citoyens européens sont concernés et touchés par les décisions politiques pesant sur l'euro. Or, ces décisions sont aujourd'hui prises par la coalition Merkozy qui contraint la Grèce à une austérité intolérable et insupportable, et la fait chanter en lui refusant des fonds de sauvetage. Mais les citoyens grecs n'ont pas le pouvoir de modifier les mauvaises orientations politiques qui ont été prises ou de révoquer M^{me} Merkel ou M. Sarkozy. En Italie, *la gente brava* a saisi l'occasion de se débarrasser de M. Berlusconi, mais combien de temps M. Monti restera-t-il au pouvoir si la récession fait grimper le chômage ? Les Français auront l'opportunité de prendre congé de M. Sarkozy lors des prochaines élections. Mais Angela Merkel restera et l'Europe en souffrira. Cette façon de gouverner l'Europe ne peut pas durer éternellement.

La maladie de l'Europe s'appelle l'intergouvernementalisme. Il y a un demi-siècle, l'Europe avait besoin de panser ses blessures suite aux deux désastreuses guerres mondiales, aux crimes contre l'humanité et aux dictatures intolérables. Surmontant les ombres du passé, les politiques européennes ont dû se fonder rigoureusement sur la légitimité démocratique des États-nations. Ainsi, les États-nations ont construit une Union européenne « toujours plus étroite ». Au cours de ce processus, ils ont créé de nombreux biens publics, tel l'euro qui appartient à tous les citoyens européens. Comme nous en sommes les témoins quotidiens, ces biens publics ne peuvent plus être efficacement ou légitimement gouvernés par la coopération volontaire de 27 gouvernements nationaux. Un véritable gouvernement européen démocratique s'avère nécessaire.

Dans une démocratie, les citoyens désignent conjointement un gouvernement qui administrera leurs biens communs. Ce sont les citoyens qui sont souverains, pas les États ni les gouvernements. Ils octroient temporairement le pouvoir et le reprennent lors des élections générales. Quand les Merkozy prennent des décisions pour toute l'Europe,

ils ne sont pas autorisés par tous les citoyens européens concernés. Les intérêts partiels qu'ils représentent sont ceux qui mènent le bal. Établir un gouvernement européen ne signifie pas que l'Europe remplacerait l'État-nation. Un gouvernement européen devrait simplement compléter les gouvernements nationaux en assumant la responsabilité des intérêts communs des Européens. J'appelle cela une République européenne. Et c'est la sortie de la crise européenne.

Qu'advient-il de la France et de l'Allemagne ? Les identités nationales ont la vie longue. Le *foie gras* et le *Schweinshaxe* ne disparaîtront pas, ni les différents modèles organisationnels d'État-providence. Ce qu'il nous faut, c'est un nouveau consensus politique qui permette aux citoyens d'assumer la responsabilité de leurs affaires communes. Et la France et l'Allemagne peuvent y contribuer. Le républicanisme est au cœur de l'identité politique française. Il possède une longue tradition qui tire son origine de la république romaine, et insiste sur le fait que tout citoyen, et non les communautés culturelles, est responsable des affaires publiques. Le fédéralisme est le principe politique sur lequel l'Allemagne est construite. Aucun de ces deux principes ne peut être transposé directement au plan européen, et pourtant tous deux doivent s'articuler, moyennant des changements, pour soutenir les biens publics de l'Europe. La France doit comprendre que *La république peut être une et divisible*, ce qui signifie que des biens publics différents peuvent réclamer différents niveaux de gouvernement. L'Allemagne doit apprendre que la *Bundesrepublik* est avant tout une république dans laquelle les citoyens, et non les gouvernements ou les États, ont le dernier mot. Ce serait le nouveau consensus à travers lequel la France et l'Allemagne pourraient sauver l'euro et par là même conduire l'Europe au succès.